

Questions orales

• (1415)

Les citoyennes et citoyens du Québec ont déjà largement payé pour ces études de propagande séparatiste. Il est inacceptable que le gouvernement péquiste cherche à leur imposer une taxe à l'information.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LA RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition, BQ): Monsieur le Président, vendredi dernier, le premier ministre refusait de participer à un débat public à quatre sur l'avenir politique du Québec, invitant plutôt l'opposition officielle à lui donner une bonne raison pour voter oui le 30 octobre prochain. En voici une bonne raison parmi d'autres et c'est le sous-investissement chronique d'Ottawa en matière de dépenses en recherche et développement au Québec, instrument pourtant privilégié de création d'emplois nouveaux. Rappelons que le Québec ne reçoit que 18,6 p. 100 des fonds fédéraux contre 50 p. 100 pour l'Ontario.

Ma question s'adresse au premier ministre. Comment expliquer-t-il que l'État fédéral prive le Québec de sa juste part en recherche et développement, et ce, depuis près de 20 ans?

L'hon. Marcel Massé (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre chargé du Renouveau de la fonction publique, Lib.): Monsieur le Président, le Québec reçoit plus que sa part de fonds en recherche et développement. Les chiffres qui sont cités par le chef de l'opposition prennent pour acquis que les dépenses qui sont faites sur le territoire de la capitale nationale ne profitent qu'à l'Ontario, alors que j'ai dans mon comté 1 700 personnes qui travaillent dans les instituts de recherche et développement du côté d'Ottawa.

C'est une fausse façon de regarder les dépenses. En fait, lorsqu'on exclut le territoire de la capitale nationale, tout près de 30 p. 100 des dépenses en recherche et développement sont faites au Québec, comparativement à 24,9 p. 100 pour la population.

L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition, BQ): Monsieur le Président, si on exclut Ottawa, si on oublie qu'Ottawa est situé en Ontario, si on cesse de se rappeler que les emplois créés du côté de l'Ontario profitent à l'Ontario, que les impôts sont payés en Ontario, que les contrats sont donnés en Ontario, que les réseaux de recherche se créent en Ontario, là, c'est correct. Mais justement, Ottawa existe.

Il se trouve justement que le Québec ne reçoit que 13,8 p. 100 des dépenses qu'Ottawa consacre à la recherche et au développement dans ses laboratoires, sur le territoire justement de la capitale nationale, seulement 13 p. 100 qui est fait au Québec, le reste est du côté de l'Ontario.

Est-ce que le premier ministre, c'est à lui que je pose la question, car c'est lui le responsable finalement—puisqu'il ne veut pas aller à la télévision, il peut au moins me répondre ici, à moins qu'il envoie son ineffable ministre qui vient de répondre—donc, est-ce que le premier ministre va au moins admettre que le fédéral fait systématiquement preuve de discrimination envers le Québec quand il s'agit de répartir les fonds de recherche dans ses propres laboratoires?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je pense que le chef de l'opposition s'énerve un peu. Les réponses données par le ministre des Affaires intergouvernementales étaient tout à fait claires.

Ici, dans la capitale nationale, il y a des gens qui demeurent au Québec, qui travaillent de ce côté-ci de la rivière, il y a des gens de ce côté-ci de la rivière qui travaillent de l'autre côté. Le ministre vient de dire que dans sa circonscription électorale de Hull—Aylmer, il y a 1 700 personnes qui travaillent dans des laboratoires de recherche et développement, de ce côté-là ici dans la capitale nationale. Lorsqu'on exclut la capitale nationale, c'est à dire lorsqu'on compare le Québec avec les autres provinces, le Québec reçoit plus que sa part.

La population représente 24 p. 100 et il reçoit 30 p. 100. C'est clair, si on compare le Québec à la Saskatchewan et l'Ontario au Québec. Ici, dans la capitale nationale, nous partageons comme des frères qui ont vécu ensemble depuis plus d'un siècle et qui vont continuer à vivre ensemble pour un autre siècle.

L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition, BQ): Monsieur le Président, sauf quelques centres de recherche, trois, quatre, cinq centres de recherche, ils sont tous situés du côté de l'Ontario, des dizaines et des dizaines de centres de recherche fédéraux qui sont situés ici du côté de l'Ontario. Le premier ministre devrait admettre au moins cette vérité fondamentale qui fait que le Québec a toujours été privé de sa juste part du domaine de la recherche et développement. Beaucoup de gens l'ont admis avant lui, il pourrait avoir un geste aujourd'hui et le reconnaître.

• (1420)

Les contributions fédérales au chapitre de l'aide sociale, de l'assurance-chômage et de la péréquation, ça, le Québec en reçoit, on le sait, mais ces dépenses ne créent pas d'emploi et ne sont pas du tout productives pour l'économie du Québec.

Est-ce que le premier ministre reconnaît que c'est justement le sous-investissement chronique d'Ottawa dans le domaine des dépenses créatrices de recherche et de développement qui fait que le Québec est si dépendant des contributions fédérales improductives?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le Canada s'est développé de telle façon que, par exemple, aujourd'hui l'industrie de l'aéronautique est principalement située au Québec. Cela aurait pu arriver ailleurs au Canada, mais c'est ce qui arrive à l'heure actuelle.

Certains domaines appartiennent au Québec, d'autres à l'Ontario ou à d'autres provinces. Tout cela fait que le Canada réussit à se développer de façon équitable. Il peut toujours y avoir des choses à améliorer.